

Subsides

Selon la Société du crédit agricole, 1,2 p. 100 des prêts a été affecté à l'achat de matériel et 1,8 p. 100 à l'achat de bétail. Nous n'essayons pas de rattraper nos concurrents américains. Les prêts affectés à la mécanisation sont trop faibles étant donné les besoins urgents qui se font sentir. Le programme agricole en cours en Saskatchewan n'est pas bon. Le gouvernement de cette province affecte 14 millions de dollars à l'achat de terrains. Pourtant les terrains sont là. Ce que nous voulons, c'est une plus grande production qui, en retour, aura peut-être pour effet de réduire le prix des denrées alimentaires.

On constate le même phénomène à la lecture du rapport de 1972 de la Banque d'expansion industrielle. Environ 60 p. 100 des prêts consentis sont affectés à l'achat de terrains. Comme je le disais plus tôt, nous avons les terres et nous voulons plus d'argent pour mécaniser l'industrie agricole; ainsi la capacité de production par homme en sera augmentée et nous pourrions concurrencer nos voisins du sud. Si nos pratiques actuelles se poursuivent, nos importations de produits agricoles vont augmenter. Et ce serait fâcheux. J'aimerais que le nouveau ministre de l'Agriculture tienne compte des changements qui devraient intervenir dans l'industrie agricole du Canada.

J'ai été déçu qu'il ne soit pas question dans le budget supplémentaire des prêts consentis par la Société du crédit agricole. L'ancien ministre de l'Agriculture a laissé le taux d'intérêt sur les prêts de la Société du crédit agricole atteindre 8½ p. 100. Il est dommage que les agriculteurs canadiens n'aient pas eu l'occasion de refinancer leurs emprunts vu que le taux d'intérêt est maintenant de 7 p. 100. Les sociétés de céréales fourragères et les sociétés hypothécaires ont joué un rôle important dans l'intensification de la production agricole, mais à des taux d'intérêt fort élevés. Les agriculteurs canadiens ont donc beaucoup plus de mal à rattraper leurs homologues américains. Ce sont là des résultats fâcheux, et j'aimerais que l'on remette à l'étude l'ensemble des principes qui régissent la Société du crédit agricole. Nous avons des terres. Nous n'avons pas besoin de repousser les océans comme c'est le cas en Hollande. Ne perdons pas de temps à changer de propriétaire mais affectons plutôt des sommes à la capitalisation de notre secteur industriel, pour que nos travailleurs puissent rattraper notre principal concurrent.

• (1700)

On a prétendu que les 12 millions de dollars versés principalement dans l'Est, un paiement de \$400 à chaque agriculteur, en plus des 4 millions de dollars affectés à l'aide au transport des provendes n'étaient que des expédients pour aider les agriculteurs à passer l'hiver. Ce n'est certainement pas une solution à long terme au problème. Si l'on songe à l'inquiétude que ressentent les consommateurs devant le prix des aliments, on doit découvrir où notre industrie agricole s'est trompée. Le ministre précédent s'inquiétait de ce que des agriculteurs achetaient trop de machines mais, de fait, ils n'en ont jamais acheté suffisamment. Dans les Prairies, au lieu de fournir plus d'argent à l'industrie agricole, le gouvernement s'est retiré et a resserré le crédit. Pas étonnant que le total des arriérés en Saskatchewan, au Manitoba et en Alberta dépasse bel et bien 20 p. 100 des prêts. S'il y a des arriérés, c'est que les banques coupent le crédit aux agriculteurs. La Société du crédit agricole n'a pas accordé les mêmes prêts à l'industrie. A mon sens, c'est une erreur.

Nous devons remanier le programme parce que le crédit prévu dans l'annexe A vient au secours de 26,000 agriculteurs au moyen du paiement de \$400 l'acre. Je me

[M. Horner (Crowfoot).]

demande combien d'agriculteurs souffrent dans d'autres parties du pays, parce que les créances qui figurent dans le rapport annuel de la Société du crédit agricole s'élèvent en tout à \$8,616,000, dont plus de 7 millions dans les trois provinces des Prairies. Si l'on versait \$400 par année à chaque agriculteur, le total n'atteindrait même pas 7 millions. Les agriculteurs de cette région éprouvent certainement des ennuis lorsque leurs récoltes sont ravagées par la grêle ou l'eau comme ce fut le cas dans l'Est du Canada. Les agriculteurs de la région de la rivière de la Paix ont certainement droit à autant d'égards vu qu'ils ont eu quatre mauvaises récoltes; ils ont besoin d'aide et de compréhension. Dans bien des cas, la Société du crédit agricole a dû saisir des biens hypothéqués, et c'est bien triste.

Je crois que nous n'avons pas mis suffisamment d'argent dans l'industrie agricole et que c'est pour cette raison que les agriculteurs courent vers la mine. Comment pouvons-nous mettre en valeur l'industrie agricole? Je me demande si le nouveau ministre de l'Agriculture a voyagé aux États-Unis et a vu ce qu'on y fait pour développer l'industrie agricole. Je me demande s'il a vu les projets d'irrigation dans la région du lac Moses, où l'on utilisera peut-être les eaux canadiennes du Columbia. Nous devrions faire davantage dans ce domaine. Nous devrions accroître notre production agricole et encourager cette industrie, afin que nous puissions profiter des occasions qui s'offriront à l'échelon international, grâce à une demande accrue de nos produits agricoles. Si nous n'agissons pas ainsi, le prix des denrées augmentera sensiblement au Canada au cours de la prochaine année et nous n'y pourrions rien à moins que nous n'augmentions notre production pour répondre aux besoins du Canada et du monde entier.

Tout en approuvant l'annexe A, j'aurais aimé que le gouvernement aborde la question de façon plus approfondie et plus générale. Même dans les prévisions budgétaires supplémentaires, il aurait pu effectuer des modifications, de façon à atténuer davantage les problèmes de l'industrie agricole. Je fonde de grands espoirs sur le ministre actuel de l'Agriculture. Il apportera peut-être une bouffée d'air frais, de nouvelles idées et façons de penser à l'industrie. J'espère qu'il n'aura pas les mêmes problèmes que son prédécesseur qui acceptait ce que lui disaient les fonctionnaires de son ministère sans aller plus loin. Il faut susciter un renouveau de l'industrie agricole, afin d'augmenter la production et de favoriser une plus grande stabilité. Nous devons nous arranger pour éviter que le cultivateur dont les récoltes sont endommagées n'ait pas de quoi subvenir à ses besoins, à ceux de sa famille pendant les mois d'hiver et jusqu'à la récolte suivante.

M. le président: En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront débattues ce soir au moment de l'ajournement: le député de Hillsborough (M. Macquarrie)—La sécurité sociale—Les pensions de vieillesse—Le projet de relèvement—Les entretiens fédéraux-provinciaux; le député de Bellechasse (M. Lambert)—La main-d'œuvre—Le programme d'initiatives locales—Mesures en vue d'accélérer l'approbation des projets; le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath)—Les recherches et le sauvetage—L'affectation d'avions et de bateaux—Les mesures envisagées.